



Grève du 06 avril

Pour nos salaires, nos emplois et notre Service public d'Éducation

La crise sanitaire a démontré que les Services publics étaient indispensables à notre société, à toutes les usager·ères et particulièrement aux plus fragiles. Cette crise a aussi souligné le manque criant de moyens pour leur bon fonctionnement. Si les services hospitaliers sont saturés, c'est avant tout parce qu'ils subissent des années de restrictions budgétaires. De même, si le protocole sanitaire est difficilement applicable dans l'Éducation nationale, c'est parce qu'il manque des personnels et des locaux. Tout ceci entraîne une augmentation de la précarité dans toute la Fonction publique. C'est préjudiciable pour tout le monde et fait reposer l'effort principalement sur les seul·es agent·es.

Un plan d'urgence pour le Service public d'Éducation

Des personnels épuisés

Depuis des mois, le ministre Blanquer bricole et navigue à vue : injonctions contradictoires, minimisation des effets de la pandémie sur l'École, « bon sens local » pour gérer la situation... Il est alors difficile pour les personnels de remplir leur missions et ils s'épuisent à assurer le service public d'Éducation, au détriment de leur santé physique et psychologique. Il y a urgence à injecter des moyens supplémentaires plutôt que d'imposer des restrictions de libertés.

Des revalorisations en trompe-l'œil

Après le Grenelle de l'Éducation, JM Blanquer se vantait d'avoir octroyé une revalorisation salariale historique aux personnels... Pourtant, celles-ci (primes informatique et attractivité comprises) sont très insuffisantes et ne concernent qu'une minorité de collègues.

Des recrutements plus que jamais indispensables

Depuis des mois, la CGT Educ'action exige un plan d'urgence pour l'École. Il faut des personnels pour faire face aux conséquences pédagogiques que la crise sanitaire engendre (à court terme mais aussi à plus long terme). Au lieu de cela, des milliers de postes seront supprimés à la rentrée 2021.



**toutes et tous en
GRÈVE LE 6 AVRIL**

La CGT Educ'action revendique :

- des recrutements massifs de personnels ;
- un budget qui crée massivement des emplois statutaires ;
- un plan de rénovation et de construction du bâti scolaire permettant d'en faire de véritables lieux de vie et répondant aux enjeux environnementaux.

Loi Rilhac et direction d'école : une hiérarchie contre l'avis des personnels

JM Blanquer poursuit sa volonté de transformer les directeur-trices d'école en supérieur-es hiérarchiques des autres personnels. Sans instaurer un statut, il soutient le projet de loi Rilhac instaurant une autorité fonctionnelle avec délégation de compétences des IEN. Cela va engendrer des dérives dans le fonctionnement des équipes, une pression supplémentaire et une mainmise complète sur les directeur-trices qui en souffrent déjà trop. **L'École a besoin de collectif, pas de chef-fes. C'est ce que les personnels réclament à plus de 90%.**

Un plan d'urgence pour la résorption de la précarité dans la Fonction publique

La Loi de Transformation de la Fonction Publique a pour objectif **d'augmenter le nombre de personnels précaires dans tous les services publics**, Éducation nationale comprise. C'est le cas par exemple des personnels AESH aux très bas salaires et aux temps partiels imposés.

Une autre logique pour les Services publics est indispensable.

Parce que les Services publics sont notre bien commun, qu'ils sont incontournables pour la population, qu'ils sont gages d'égalité et de proximité sur le territoire et qu'ils participent à combattre les inégalités sociales, la CGT mène une campagne « 10% pour la Fonction publique ! » :

- 10 % de temps de travail en moins ;
- 10 % d'effectif en plus ;
- 10 % d'augmentation indiciaire et une hausse immédiate de 400 euros pour toutes et tous ;
- 10 % de temps de formation.



SALAIRES
L'URGENCE DE
MESURES FORTES
POUR LES AGENTS DE
LA FONCTION PUBLIQUE

Les femmes, premières victimes de cette précarité dans la Fonction publique.

67 % des contractuel-les dans la Fonction publique sont des femmes et elles occupent, à 70%, les 10 % des postes les moins bien rémunérés.

POUR DES AGENT-ES STATUTAIRES, POUR LEUR QUALITÉ DE TRAVAIL, POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, POUR LA JUSTICE SOCIALE, 10 % TOUT DE SUITE D'AUGMENTATION DE POUVOIR D'ACHAT,

C'EST POSSIBLE ET C'EST URGENT !

Mobilisons-nous le 06 avril 2021!

Toutes et tous en grève pour exiger des Services publics de qualité, la préservation de nos statuts, dans l'Éducation comme partout ailleurs.

Le 08 avril, la CGT Éduc'action appelle à la grève les AESH et déposera un préavis pour tous les personnels.

